

SCHILTIGHEIM

Fermeture de l'usine Heineken : la « brasserie de la Désespérance »

Après l'annonce d'une fermeture de la brasserie historique de Schiltigheim lundi 14 novembre, les salariés de l'usine Heineken se sont mobilisés ce mardi pour protester contre la décision de la direction générale et défendre les 220 emplois du site.

« Il n'y a pas d'autre mot : c'est un coup de massue. » Mardi matin, devant la brasserie alsacienne Heineken - celle qu'on nomme d'ordinaire l'Espérance -, c'est surtout l'amertume et le désarroi qui régissent parmi les salariés.

À 9 h 30, ils sont près de 80 à manifester devant le portail de l'entreprise historique de Schiltigheim. Porteurs de gilets jaunes floqués au nom de la marque, ils sont venus s'opposer à la fermeture du site, annoncée lundi par la direction générale de Heineken France, prévue d'ici trois ans. Soit 220 emplois menacés de suppression définitive.

« Ça faisait trois ans qu'ils laissaient mourir l'entreprise petit à petit »

Commencé au petit matin par la première équipe, le mouvement soutenu par trois syndicats -CFDT, FO et CGT- doit durer 24 heures. « Protester, porter notre mécontentement, c'est la seule voie qui nous reste », déplore Laurent Erbs, représentant syndical de la CGT arrivé dans la boîte il y a vingt-deux ans. « Dégoût », « tristesse », « trahison... L'émotion est vive parmi les salariés de la brasserie, qui vivent la nouvelle comme une véritable « injustice ». « On a appris que le directeur France cherchait un re-



Ce mardi matin, entre 70 et 80 salariés faisaient grève devant le portail de la brasserie Heineken de Schiltigheim, menacée de fermeture d'ici trois ans. Photo DNA/Jean-François BADIAS

preneur depuis plusieurs mois. C'est comme un coup de poignard dans le dos », souffle Didier Deregnacourt, délégué CGT.

« Dire que tout ça va durer trois ans, c'est vraiment dur. Comment se lever le matin, venir travailler avec le moral à zéro, la boule au ventre... », regrette Patrick Pontier, évoquant une impression de déjà-vu. En 2009, ce technicien de production avait déjà connu la fermeture de l'usine Fischer, à quelques centaines de mètres de là, provoquant le

renvoi d'une centaine d'employés dans les deux entreprises désormais fusionnées.

Lorsqu'ils lisent le slogan inscrit sur la façade de ce bâtiment vieux de 150 ans - « Brasserie de l'Espérance, l'innovation depuis 1862 » -, nombre de travailleurs rient jaune. « Depuis le Covid, on sentait bien qu'il y avait un abandon d'intérêt pour le site de Schiltigheim, observe Joann Roth, pilote de gestion de production. Contrairement à Mons et Marseille [les deux autres sites de Heineken France, NDLR], il n'y

avait plus de projets, plus de modernisations, plus de moyens... Ça faisait trois ans qu'ils laissaient mourir l'entreprise petit à petit. »

« On s'attendait bien à ce qu'il se passe quelque chose, un plan de licenciement éventuellement, mais pas une fermeture définitive ! », nuance toutefois le salarié arrivé il y a cinq ans. Mais pour beaucoup, ce manque d'investissements récents a été un signe avant-coureur de la décision publiée lundi par la direction générale. « Le dernier gros projet da-

taît de 2019, lors du lancement de la gamme de bières sans alcool. C'était pourtant un gros marché, on s'était dit que ça nous assurerait un avenir... », se souvient Mickaël Burck, délégué syndical CFDT.

Les conséquences du manque d'investissements

Face à une usine enclavée dans le centre-ville de Schiltigheim, dans des bâtiments centenaires, syndicats et salariés reconnaissent les « différentes contraintes auxquelles est soumis le site »

évoqués par Heineken France. Mais lorsque le siège évoque une « faible performance environnementale », la pilule ne passe pas. « Si nous avions bénéficié de plus d'investissements ces trois dernières années, nous n'en serions pas là, martèle Vania Brouillard, délégué syndical central de Force ouvrière (FO). Des réclamations ont pourtant été faites, par exemple pour améliorer le traitement de l'eau, ou la récupération d'énergie. La brasserie a un super-potential : le toit, c'est une capacité de 16 000 m² de panneaux solaires ! »

« La direction dit vouloir produire plus vert, mais en fermant la brasserie de Schiltigheim, en déplaçant la production alsacienne à Marseille ou à Mons, qui alimentera le Grand Est ? Les camions devront venir jusqu'ici, ça n'a rien de bénéfique en termes d'empreinte carbone », conclut Mickaël Burck.

« Une indemnité à hauteur du préjudice »

Pour les 220 salariés alsaciens de Heineken, l'espoir réside désormais dans un potentiel rachat de l'usine par un repreneur. « Mais nous n'avons pas de boule de cristal ; aujourd'hui, personne ne peut le prédire », se désole un salarié. Quant aux partenaires sociaux, ils comptent bien se battre pour imposer leurs revendications dans un plan de sauvegarde de l'emploi de la direction générale. « On réclamera une indemnité à la hauteur de ce préjudice, insiste Vania Brouillard. Après tout, on abandonne une passion, une précision, un savoir-faire. Avec la décision de fermer la brasserie de Schiltigheim, on tue un peu l'Histoire. »

Sarah DUPONT

ENVIRONNEMENT

Deux possibles attaques de loup à Geishouse et Saulxures

Une brebis a été retrouvée morte le matin du dimanche 6 novembre à Geishouse (vallée de Saint-Amarin) dans une pâture située à proximité d'une ferme d'élevage. L'animal présentait des traces de morsure typique de loup, a relayé ce mardi Alain Laurent, spécialiste de l'animal et président fondateur de l'Observatoire des carnivores sauvages. La brebis n'a pas été consommée, le carnassier ayant vraisemblablement été dérangé. Aucun autre ovine du troupeau n'a été attaqué.

Les techniciens de l'Office français de la biodiversité se sont rendus sur l'exploitation afin d'effectuer les constatations et les prélèvements d'usage en vue de confirmer ou d'infirmer la responsabilité d'un loup.

Une autre prédation aurait eu lieu sur deux brebis tuées ce week-end

dans les environs de Saulxures, dans la haute vallée de la Bruche. L'OFB a effectué une expertise, ce lundi après-midi, pour déterminer le type de carnassier en cause.

Dans la vallée de la Bruche depuis bientôt dix ans

Des attaques de loup ont déjà eu lieu dans ce secteur, particulièrement à l'été 2019, notamment à Ranrupt et Belmont. Le massif du Champ du Feu, auquel appartiennent ces deux villages de moyenne montagne, est qualifié désormais de zone de présence permanente de loup par les services de l'État.

Les toutes premières traces, relevées dans la neige par un photographe animalier sur les hauteurs de la commune de Wisches-Hersbach, toujours dans la vallée de la Bruche, l'ont été durant l'hiver 2013-2014.

EN BREF

Bilinguisme : réunion d'Eltern Alsace

Pour informer les parents sur le cursus bilingue français/allemand paritaire en Alsace et répondre à leurs interrogations, Eltern Alsace propose un cycle de visioconférences sur le thème : « Inscrire mon enfant dans le cursus bilingue à la rentrée prochaine ? Une importante décision que les parents doivent prendre

bientôt ! » Venant en complément des informations accessibles sur le site de l'académie de Strasbourg, ces visioconférences se tiendront une semaine sur deux. Elles ont débuté le 15 novembre et dureront jusqu'au 9 février 2023, le mardi ou le jeudi, de 19 h 30 à 20 h 30. Elles seront ouvertes sur simple inscription sur le site internet d'Eltern Alsace.

TRANSPORTS

Réseau express métropolitain : les associations d'usagers dubitatives

À moins d'un mois du déploiement de la première phase du futur RER strasbourgeois, la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut) Grand Est doute de la réussite de cet ambitieux programme et s'inquiète de ses conséquences sur le reste du réseau.

Sur le papier, le Réseau express métropolitain européen (Reme) a tout pour plaire. Sorte de RER strasbourgeois, il doit proposer une alternative sérieuse à la voiture en élargissant considérablement l'offre de trains et de cars express entre Strasbourg et dix communes du bassin de vie de l'Euro-métropole (EMS), jusqu'à Haguenau et Molsheim. Un « choc de l'offre » impulsé par la Région Grand Est et l'EMS basé sur une extension des horaires de circulation et un cadencement renforcé dont la première phase doit débuter le 11 décembre prochain. Une première en France (après Paris) que les associations d'usagers voient naturellement d'un très bon œil. Sur le papier,



Au-delà de Haguenau et Molsheim, suppressions de trains et réduction de l'offre dans les petites gares sont à craindre, alerte la Fnaut. Photo DNA/Franck KOBİ

Car « on s'interroge sur la manière dont la SNCF va pouvoir faire circuler 800 trains supplémentaires par semaine », lâche François Giordani, président Grand Est de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut), qui craint que l'« on nous fasse miroiter quelque chose qui ne va pas fonctionner ». Une inquiétude liée à la dégradation de l'offre observée ces derniers mois sur les lignes de TER. Des perturbations, annulations parfois inopinées et retards liés, avance la SNCF, à des pro-

blématiques de recrutement et de maintenance du matériel et des retraits de rames touchées par l'amiante. Qu'autant de difficultés puissent être reléguées au passé avec le déploiement du Reme dans moins d'un mois : les associations d'usagers voudraient y croire, mais le scepticisme l'emporte.

Des « effets induits » sur le reste du réseau ?

Non seulement la Fnaut se dit « extrêmement réservée » sur la réussite de la mise en place du réseau métropolitain, mais

« nous craignons des effets induits sur le reste du réseau », alerte François Giordani. Il craint un « report de difficultés » au-delà du périmètre du Reme. En particulier au-delà de Haguenau et Molsheim, lignes sur lesquelles des suppressions de trains et des réductions d'offre dans les petites gares sont déjà prévues, dénonce la Fédération. Dans la vallée de la Bruche, la correspondance par Molsheim va devenir quasiment systématique. Et les trains ont été avancés d'un quart d'heure. « Pour tous les lycéens du secteur scolarisés à Molsheim, c'est une demi-heure par jour de battement supplémentaire », souligne le président de Bruche Piémont Rail et vice-président de la Fnaut Alsace André Lott.

Au nord, certaines dessertes sont supprimées entre Haguenau et Wissembourg et les arrêts à la gare de Hunsbach vont cesser, affirme encore la Fnaut, qui tient à ce que la promesse d'une alternative à la voiture soit aussi tenue au-delà du périmètre de ce futur RER strasbourgeois.

Hélène DAVID

TTE-L0102